

## ARRÊTÉ

relatif à la rebaptisation d'artères sur le territoire de la commune de Genève

26 août 2020

## LE CONSEIL D'ÉTAT

Vu le règlement sur les noms géographiques et la numérotation des bâtiments du 30 septembre 2009;

vu la motion 2536 du Grand Conseil pour une reconnaissance dans l'espace public du rôle joué par les femmes dans l'histoire genevoise;

vu la proposition de la commune de Genève du 11 mai 2020;

vu le préavis de la commission cantonale de nomenclature du 4 juin 2020,

### ARRÊTE :

la Place des Vingt-Deux-Canton est rebaptisée

#### **Place Lise-GIRARDIN**

1921-2010, politicienne

Née le 15 février 1921 à Genève et morte le 16 octobre 2010 au même endroit, Madame Lise Girardin, professeure de français de formation, est une politicienne du Parti radical suisse.

Maire de Genève en 1968, 1972 et 1975, elle est la première femme en Suisse à occuper cette fonction. De 1971 à 1979, elle est aussi la première femme élue au Conseil des États. Présidente de la Commission fédérale des étrangers (1984-1991). Sur le plan cantonal, Lise Girardin se mobilise pour la démocratisation des études et la formation et, sur le plan fédéral, pour la décriminalisation de l'avortement, les problèmes de l'adoption et de la filiation et l'égalité entre hommes et femmes.

Code voie : 65560  
-----

la Place du Chevelu est rebaptisée

#### **Place Ruth-BÖSIGER**

dite Coucou, 1907-1990, Vendeuse et militante anarchiste.

Née Bersot à Genève en 1907 et décédée le 19 juillet 1990 dans la même ville, Ruth Bösiger est photographe de métier, vendeuse et militante anarchiste.

Ruth Menkès (nom de son premier époux) était active au groupe du Réveil anarchiste à Genève en 1936, quand elle y rencontra André Bösiger. Elle était responsable de la chorale anarchiste, et présente aux réunions de la Libre Pensée et de la Ligue des Droits de l'homme.

"Coucou" Bösiger fut de toutes les luttes de son compagnon, avec lequel elle eut une fille. Elle fait partie de ces nombreuses femmes anarchistes en Suisse dont l'histoire reste à écrire.

Code voie : 65579

-----

la Rue BERGALONNE est rebaptisée

## **Rue Marguerite-DELLENBACH**

1905-1993, Directrice de musée et ethnologue

Née le 9 juillet 1905 à Genève et décédée en août 1993, Marguerite Dellenbach est une ethnologue genevoise, dont le parcours est marqué par une forte ascension sociale.

En 1922, Marguerite Dellenbach devient secrétaire pour le Musée ethnographique de Genève (MEG), qui est dirigé par l'anthropologue Eugène Pittard. Ses tâches, faiblement rémunérées, relèvent alors de l'administration générale. Au fil des années, elle acquiert des compétences en ethnographie et en anthropologie et s'impose rapidement comme une véritable collaboratrice.

Marguerite Dellenbach est dès lors pressentie pour assurer la direction du MEG en cas de mise en retraite ou de décès d'Eugène Pittard. N'ayant pas les compétences universitaires requises pour ce poste, Marguerite Dellenbach soutient en 1935 une thèse à l'Université de Grenoble. En juin 1951, elle est finalement nommée directrice du Musée ethnographique et exerce ce rôle jusqu'en 1967.

Au cours de sa carrière, Marguerite Dellenbach réussit à prendre sa place dans un monde scientifique masculin. En 1944, elle devient la première femme suisse à présider une société savante, celle de Géographie de Genève, et prend par la suite la présidence de plusieurs autres sociétés, dont la Société suisse d'anthropologie et la Société suisse des américanistes.

Elle participe à plusieurs congrès internationaux, notamment à celui d'anthropologie et d'archéologie préhistorique de Bucarest en 1937, et y présente plusieurs communications. Enfin, ses travaux sont récompensés par diverses distinctions, dont la médaille française de Chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres.

Code voie : 65587

-----

la Rue de la Vallée est rebaptisée

## **Rue Mina-AUDEMARS**

1883-1971, Pédagogue

Née le 17 janvier 1883 à Genève, morte le 11 mars 1971 dans la même ville, Mina Audemars est une pédagogue reconnue. Avec Louise Lafendel (1872-1971), sa collaboratrice et grande amie, elles sont, pendant trente ans, directrices de la Maison des Petits, une école enfantine à la renommée internationale qui forme aussi des éducatrices.

Mina Audemars et Louise Lafendel se consacrent à la question de l'éducation des plus jeunes. Elles développent une pédagogie spécifique inspirée par d'autres (Edouard Claparède, qui les soutient beaucoup, Maria Montessori, ou encore Ovide Decroly) mais développée à partir de leurs recherches et observations communes. Leurs idées suivent la devise « par l'activité manuelle à l'activité mentale ». Par exemple, leur méthode didactique pour les mathématiques, appelée « soixante-six blocs », repose sur le jeu éducatif. Le but de leur méthode est de stimuler l'enfant par la découverte.

Mina Audemars est aussi chargée de cours à l'Institut des sciences de l'éducation jusqu'en 1947.

La tombe de Mina Audemars se trouve au Cimetière des Rois.

Code voie : 65595

-----

la Rue de la Pisciculture est rebaptisée

## **Rue des Trois BLANCHISSEUSES**

Décédées le 1er août 1913

Vendredi 1er août 1913 vers 17 heures, un bateau-lavoir amarré au quai du Seujet coule subitement dans le Rhône. Trois femmes sont tuées : Mme Marie Dido, vingt-huit ans, mariée et mère de trois enfants, Mme Franceline Mermier, septante-trois ans, blanchisseuse, Mlle Cécile Pleold, vingt et un ans, employée-blanchisseuse.

Selon le récit fait dans un long article paru dans le Journal de Genève le lendemain du drame, le bateau-lavoir sombre rapidement au fond du Rhône à cause d'une « planche qui a cédé sur toute la longueur », seul le toit sort encore de l'eau. Il y a à son bord cinq femmes en train de laver du linge, qui se retrouvent prisonnières. Des ouvriers présents dans les environs tentent de les sauver mais n'y parviennent pas. La police et les pompiers, appelés par téléphone, ouvrent la toiture à la hache. Mmes Marie Peccorini et Henriette Grange sont réanimées par les sauveteurs et peuvent rentrer chez elles. Les trois autres femmes meurent noyées. Une souscription est ouverte dès le lendemain dans les bureaux du Journal de Genève en faveur des familles des victimes. Mme Peccorini raconte : « Nous venions de goûter, un peu de pain et de bière, lorsque le malheur est arrivé. [...] Je me hâtai vers la pompe de la chaudière et sans hésiter je suis montée dessus. C'est à quoi j'ai dû d'avoir la vie sauve. »

Dès l'article du 2 août, la question des causes de l'accident est posée. « Ce bateau aurait été signalé il y a un mois au service d'hygiène par les gardes des eaux, comme étant en très mauvais état. On avait constaté en particulier que le plancher était complètement vermoulu. » Le journaliste note que le bateau appartient à un certain M. Dupont, mais est loué par M. Mégard. Autrement dit, le propriétaire met son bateau en location à un gérant qui se charge de

faire payer une entrée aux femmes qui utilisent l'embarcation (et ses aménagements) pour laver du linge.

Une enquête est ouverte par la police, qui par ailleurs interdit l'accès aux autres bateaux-lavoirs. Trois personnes sont inculpées (et même brièvement incarcérées) mais un non-lieu est rendu le 14 novembre 1913. M. Pagan, ingénieur-hygiéniste au bureau de salubrité publique, est innocenté car son « inaction » face au rapport de son collègue « ne peut être considérée comme ayant été la cause déterminante de la catastrophe ». Il en va de même pour M. Mégard car « il a toujours accompli les obligations que lui imposait son bail » (notamment des réparations) et ce malgré le fait qu'« il pouvait s'apercevoir tous les jours des défauts et de l'état de vétusté du bateau qu'il avait loué ». M. Dupont, le propriétaire, est lui aussi disculpé car une infirmité (il est malvoyant) l'empêchait « de se rendre un compte exact de la situation » et ce bien que « par esprit d'économie, il semble n'avoir tenu aucun compte » des différents avertissements. Le juge Cougnard conclut que « la catastrophe est due principalement à la fatalité, soit à des circonstances difficiles ou impossibles à prévoir ; qu'on ne peut pas dire, en l'espèce, qu'il y ait eu de la part des trois inculpés maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements ».

L'affaire, proprement enterrée par la justice, ne s'arrête toutefois pas là. La création de lavoirs municipaux ou de buanderies est demandée, notamment par une pétition socialiste en septembre. L'affaire devient même un enjeu lors des élections. En juin 1914, le Conseil administratif rend enfin un rapport et le Conseil municipal commence à discuter de la construction d'un lavoir municipal pour remplacer les bateaux. Le projet qui est adopté quelques semaines plus tard est celui d'un lavoir municipal pour les Pâquis avec un système permettant de bouillir le linge. Il est explicitement destiné aux ménagères de la classe ouvrière. Le tarif prévu est de vingt centimes de l'heure, sans bénéfice pour la Ville.

Code voie : 65609

-----

Rue René-Louis-PIACHAUD est rebaptisée

## **Rue Julienne-PIACHAUD**

1894- date de décès inconnue, Fonctionnaire de la Société des Nations

Née le 26 septembre 1894 à Ivry-sur-Seine, en France, et décédée à une date inconnue, Julienne Christine Mayras-Piachaud était la cheffe du Service de sténographie du Secrétariat de la Société des Nations pendant dix-neuf ans, de 1922 à 1941.

Elle rejoint la Société des Nations à l'âge de vingt-cinq ans, d'abord en tant que simple sténographe. C'est à peine deux ans plus tard qu'elle devient cheffe de service. À cette époque, un service de sténographie et de dactylographie est indispensable au bon fonctionnement d'une administration et est en général exclusivement féminin. C'est également le cas à la Société des Nations, où c'est le plus grand service de tout le Secrétariat, composé de plus de cinquante femmes en 1932, toutes sous la supervision de Julienne Piachaud.

Toutefois, Julienne Piachaud n'est pas considérée à l'égal de ses collègues masculins des services de distribution et de ronéographie. Elle s'en plaint d'ailleurs au secrétaire général dès sa promotion en 1922, mais en 1929, elle est toujours payée 2.750 francs de moins que son collègue en charge de la distribution. Julienne Piachaud, malgré quelques problèmes

anecdotiques avec ses supérieurs, a la réputation d'avoir une main de fer au sein de son service, tout en protégeant toujours ses employées en cas de conflits internes au Secrétariat.

Julienne Piachaud quitte le Secrétariat après la mort de son mari, Renée-Louis Piachaud, en 1941. Lui aussi fonctionnaire du Secrétariat, elle l'avait rencontré peu de temps après être arrivée à Genève. Son mari est bien connu de l'histoire genevoise, écrivain polémique, parfois accusé de proximité avec le fascisme.

Code voie est 65617  
-----

la Rue BAULACRE est rebaptisée

## **Rue Elisabeth-BAULACRE**

1613-1693, Cheffe d'entreprise

Née à Genève le 15 septembre 1613 et décédée le 12 septembre 1693 dans cette même ville, Élisabeth Baulacre est une cheffe d'entreprise d'envergure, dirigeant une fabrique de dorures importante au XVIIe siècle.

Élisabeth Baulacre est baptisée en septembre 1613 par le pasteur Simon Goulart. En 1637, elle épouse Pierre Perdriau, lui aussi marchand et fils de marchand, mais leur union ne dure que quelques années puisque ce dernier meurt en 1641. Elle se remarie en 1655 avec Jacob Andriou mais, de manière exceptionnelle pour l'époque, elle mène ses affaires seule. Ses deux époux n'ont pas pris part au formidable essor de son entreprise, dont le succès lui revient entièrement. En effet, entre 1641 et 1690 Élisabeth Baulacre développe considérablement l'affaire héritée de son premier mari. Le commerce qu'elle reprend, principalement consacré à la mercerie, est modeste dans un premier temps. Elle se spécialise dans la confection de fils d'or et d'argent. Grâce à ses efforts, à son inventivité et à son sens aigu de la gestion, Élisabeth Baulacre se retrouve à la tête d'une entreprise florissante et prospère, employant des centaines de travailleurs (voire plus d'un millier).

Le mode de production qu'elle pratique consiste à employer les ouvriers à domicile, en leur louant les outils nécessaires et en leur fournissant la matière première. À travers les liens contractuels qu'elle noue avec ses travailleurs. Elle rend ces derniers dépendants de son entreprise, en possédant parfois leur logement en plus de leurs outils. Elle leur accorde des prêts avec intérêt et prend en charge la formation des jeunes, tandis qu'en échange les ouvriers s'engagent à travailler pour son entreprise de manière exclusive.

Élisabeth Baulacre s'enrichit jusqu'à devenir l'un des contribuables les plus importants de Genève

Code voie est 65625  
-----

la Rue William-FAVRE est rebaptisée

## **Rue Alice-et-William-FAVRE**

Cette dénomination rend hommage à Alice et William Favre, frère et sœur.

**William FAVRE** (1843-1918) fut conseiller municipal des Eaux-Vives pendant de longues années et adjoint au maire.

Le 28 juin 1917, le Conseil administratif de Genève signait avec William Favre la convention par laquelle ce dernier faisait donation à la Ville du parc de La Grange en nue-propriété "pour être affecté à perpétuité à un parc public inaliénable destiné à l'agrément de la population genevoise". Il est aujourd'hui l'un des plus beaux de Genève. William Favre est resté célèbre dans la mémoire des genevois en raison du legs magnifique qu'il fit à sa mort.

**Alice FAVRE** (1851-1929), Présidente de la Croix-Rouge genevoise

Alice Favre est une philanthrope impliquée dans la Croix-Rouge genevoise à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et jusqu'à l'entre-deux-guerres. Elle en est la présidente de 1914 à 1919.

Malgré les origines d'Alice Favre, qui grandit dans la haute bourgeoisie genevoise, très peu d'informations sont disponibles sur sa vie et les historiens et historiennes ne se sont encore que peu intéressés à son parcours. Elle aurait passé ses jeunes années dans la villa La Grange, la maison familiale qui se trouve encore aujourd'hui au milieu du parc de la Grange. C'est dans cette maison qu'en 1864 un gala est organisé en l'honneur des diplomates chargés de la signature de la convention de Genève qui inaugure les bases du droit humanitaire en temps de guerre. À cette époque, Alice Favre a 13 ans, et cet événement fut peut-être sa première expérience avec l'organisation qui allait devenir sa vocation.

Pendant la guerre, Alice Favre et la Croix-Rouge genevoise organisent l'accueil des réfugiés et soldats à Genève. Elle met également en place des paquets de Noël pour les soldats suisses en poste à la frontière. Et quand la guerre se termine, en 1919, son engagement ne s'arrête pas pour autant. Elle rejoint le Comité central de la Croix-Rouge suisse et dirige un nouveau programme d'activités qui comprend notamment la création d'un dispensaire d'hygiène sociale à Genève, réinventant ainsi le rôle de la Section genevoise en tant de paix qui prend une direction sociale et locale.

Code voie est 65633

-----

le Parc des Acacias est rebaptisée

## **Parc Eglantyne-JEBB**

1876-1928, Philanthrope

Née le 25 août 1876 à Ellesmere en Angleterre, décédée le 17 décembre 1928 à Genève. Eglantyne Jebb est connue pour avoir fondé l'association Save the Children afin de venir en aide aux enfants victimes de guerre.

Elle sort diplômée d'Oxford en 1898 puis se forme dans l'enseignement primaire. Elle travaille pendant une courte période en tant qu'enseignante, toutefois sa santé fragile ne lui permet pas de poursuivre dans cette voie.

En 1913, après la Deuxième Guerre balkanique, elle participe à un voyage de soutien dans les Balkans qui la marque profondément. À l'issue de la Première Guerre mondiale et face à la famine vécue par des millions d'enfants européens, Eglantyne Jebb et sa sœur, Dorothy Buxton, fondent alors le Fight the Famine Council. Le but est d'unir les nations afin de faire cesser les famines par l'envoi de produits de première nécessité. En parallèle, le 29 mai 1919, est créé le Save the Children Fund, qui se donne pour tâche de sauver tous les enfants sans distinction de nationalité, de religion, de race ou de classe. Eglantyne Jebb considère comme primordial de préserver et d'éduquer les enfants, gage selon elle de l'épanouissement de la société, voire de la pacification du monde.

Eglantyne Jebb réalise la première Déclaration des droits de l'enfant, connue comme la Déclaration de Genève, ratifiée en 1924 par la Société des Nations. En plein élan pour développer toujours plus l'assistance aux enfants du monde entier, Eglantyne Jebb est rattrapée par la maladie et décède le 17 décembre 1928 à Genève. Elle est enterrée le 20 décembre au cimetière Saint-Georges. L'héritage d'Eglantyne Jebb est toujours vivant, puisque la Déclaration de Genève a servi de base à la Déclaration des droits de l'enfant adoptée par les Nations Unies en 1959, celle en vigueur encore aujourd'hui.

Code voie est 65641

-----

le Chemin Louis-DUNANT est rebaptisée

## **Chemin Camille-VIDART**

1854-1930, Présidente de l'Union des femmes de Genève

Née le 14 février 1854 à Divonne, décédée le 28 juin 1930 à Genève. Camille Vidart est fille d'une femme au foyer genevoise et d'un médecin français. Détentrice d'un diplôme supérieur de français délivré par l'Université de Lyon, elle partage sa vie entre enseignement, militantisme féministe et activités philanthropiques.

Camille Vidart entame sa carrière de professeure à l'école de jeunes filles de Peschier à Genève (1874-1879). Elle est ensuite engagée à l'École supérieure de jeunes filles de Zurich devenant, à cette occasion, la première femme suisse à occuper le poste de maîtresse principale. C'est à son prénom épïcène qu'elle doit cet exploit. Le jury, l'ayant convoquée à la leçon d'épreuve pensant qu'elle était un homme, est convaincu par sa prestation et l'engage.

Particulièrement interpellée par la misère des travailleuses, elle se consacre peu à peu à la philanthropie et au militantisme féministe. Comme beaucoup d'autres pionnières genevoises, ses actions, motivées entre autres par la foi chrétienne, mêlent charité et lutte pour l'égalité.

L'activisme de Vidart se déploie simultanément sur la scène locale, nationale et internationale avec l'objectif principal de réunir les forces féminines. Très impliquée dans l'Union des femmes

de Genève, association créée en 1891 afin d'améliorer la formation professionnelle et le statut juridique des femmes, elle en est nommée vice-présidente (1892) puis présidente (1898 à 1902). En plus des nombreuses conférences qu'elle donne – elle est reconnue pour sa maîtrise de l'art oratoire –, elle met en place des projets philanthropiques comme un atelier de raccommodage ou un home coopératif pour les femmes seules. En 1886, elle organise le premier Congrès suisse des intérêts féminins et en prononce le discours d'ouverture, appelant à la solidarité entre femmes.

Code voie est 65650

-----

Entrée en vigueur de ces modifications de dénomination : le 15 septembre 2020

2/ Ces dénominations doivent être utilisées uniformément dans les relations officielles ainsi que dans tous les supports d'information officiels.



Certifié conforme,

La chancelière d'Etat :  
Michèle Righetti

Publié dans la Feuille d'avis officielle le 28 août 2020